

Le Pingouin N°7

La newsletter du Collectif des Associations Citoyennes, qui avance sur la banquise

Malgré les conditions très difficiles, le Pingouin avance sur la banquise, engrange de la nourriture dans son bec généreux pour nourrir ses petits. Il vit et grandit grâce à la solidarité du groupe. **Cette lettre mensuelle apporte aux membres et sympathisants actifs du CAC, en temps réel, quelques informations sur la vie du réseau, l'action citoyenne et sur des thèmes de fond ou d'actualité.** Un lien permet d'accéder à la source de l'information et la consulter dans son intégralité.



Soutenez le Collectif !

Le CAC développe de multiples actions au service des associations citoyennes pour résister et construire sur le terrain des alternatives. Pour continuer à apporter des analyses, alertes, faire connaître les actions porteuses d'espoir, nous avons besoin de votre soutien. **Soutenir le CAC est un geste essentiel**

> Téléchargez le [bulletin d'adhésion ici](#) > [Faire un don](#)

Adhérez en ligne > [Individuel](#) > [Personne morale](#)

[liens [Charte, statuts...du CAC](#)]

L'action/la vie du Collectif

Les rencontres de Rennes 5, 6 et 7 juillet 2016 : retour sur un temps fort du Collectif



Trois jours pour se rencontrer, échanger, étudier, débattre, analyser, se ressourcer, bref se préparer pour la suite des événements ! Ce rendez-vous estival a rassemblé cette année une centaine de participants, venus de toutes la France, pour poursuivre et intensifier les travaux actuels du Collectif sur les mécanismes de la marchandisation de l'action sociale, sur les chemins de la transition écologique ou encore sur les outils de partenariat associations-collectivités publiques. Ce rendez-vous annuel a été également un moment privilégié pour ouvrir ou creuser des chantiers thématiques importants. Ainsi, des ateliers étaient consacrés par exemple à la question des communs, de la révolution numérique, des transformations de l'ESS ou encore aux droits culturels.

➤ La synthèse complète de ces 3 journées de rencontre sera disponible [sur notre site Internet](#) d'ici le 30 Septembre.

Le CAC reçu par les cabinets de Michel Sapin et Martine Pinville

Suite à notre courrier d'interpellation du gouvernement sur l'arrivée des Contrats à Impact Social (« CIS » qui, sont une déclinaison à la française des SIB -social impact bonds-) et de ses dangers et coûts ([LIRE ICI](#)), les cabinets de M. SAPIN et Mme PINVILLE ont convié le Collectif à une rencontre début juillet à Bercy. Le dialogue est donc amorcé mais a manifestement besoin d'être poursuivi, comme ce fut le cas quelques jours après à l'UFISC (Union Fédérale d'Intervention des Structures Culturelles) qui recevait Mme PINVILLE ([Lire ICI](#)). Le CAC, Avenir Educ et le collectif pour une Ethique en travail social, vont poursuivre leur travail d'analyse et d'interpellation sur ce sujet qui reste primordial.

[LIRE et transmettre le livret « Quand le social finance les banques et les multinationales ».](#)

Modèle social français : de la solidarité à la charité, voir la rentabilité ? (Journée : SIB, *entreprenariat social, philanthropies, paradis fiscaux, etc. - date en cours -*)

Après avoir réalisé le livret "Quand le social finance les banques et les multinationales", le CAC et les collectifs "Avenir Educ" et "Pour une éthique en travail social" proposent une journée de rencontre d'ici la fin 2016 (date en cours) pour **prolonger le travail d'analyses et de débats sur les évolutions structurelles du système de solidarité et de protection sociale** construit en France et, plus globalement, en Europe. Renseignements, [programme et inscription ICI](#). *Attention, cette journée est celle initialement nommée "journée SIB" prévue le 23/9/16 qui est repoussée.*

Projet collaboratif de l'UFISC en lien avec le CAC : Culture, Communs et Solidarité

Le projet "**Culture, Communs et Solidarité**" porté par l'UFIC (Union Fédérale d'Intervention des Structures Culturelles) avec ses membres dont le CAC, est une démarche collaborative qui se consolidera de sept. 2016 à février 2017 (1^{ère} étape d'un projet à plus long terme), et aboutira au Forum Citoyen : temps fort d'échanges, propositions et contributions citoyennes. Le projet est organisé autour de **4 grandes thématiques fondamentales** : Droits fondamentaux et démocratie ; Protection sociale ; Co-construction et coopération ; Financiarisation vs solidaire. Chacune sera travaillée par un groupe de travail qui sera nourri en amont par une courte formation. Ca commence dès le 20/9, pour participer à un groupe : [Précisions et inscription ICI](#)

Agir

Lettre ouverte du CRAJEP des Hauts de France à 3 conseils départementaux

Vous pouvez [lire ICI](#) la Lettre ouverte du CRAJEP aux trois Conseils Départementaux des Hauts de France (Oise, Somme et Nord) qui ont décidé de supprimer certaines politiques publiques et/ou de réduire considérablement leurs subventions à destination des associations de Jeunesse et d'Education Populaire. Et ce alors que deux des cinq Conseils Départementaux des Hauts de France (Pas de Calais et Aisne) ont fait, malgré leurs baisses de dotation, le choix budgétaire et politique de maintenir leur soutien au monde associatif.

Les associations des Hautes-Alpes sont en danger - Communiqué de presse

Les représentants associatifs hauts-alpins se déclarent en état d'alerte du 1er sept 2016 au 1er mars 2017 – [une conférence de presse publique a eu lieu le 1er sept](#) au siège de l'Union départementale de l'ESS : « *Le désengagement de l'Etat et des collectivités met en danger l'équilibre économique des structures associatives, conduisant un grand nombre d'associations à des licenciements voire à une dissolution totale. Avec elles, ce sont un grand nombre d'activités de notre vie quotidienne qui risquent de disparaître. Baisse d'autant plus insupportable qu'elle intervient dans un territoire de montagne rural où les emplois associatifs représentent 10% de l'emploi local...* ». Lire [les associations des Hautes-Alpes sont en état d'alerte !](#)

Roubaix

L'Association Nouveau Regard sur la Jeunesse (ANRJ) est engagée dans un combat pour faire entendre la parole des habitants dans le projet de rénovation urbaine qui touche actuellement le quartier du Pile à Roubaix et subit la répression des institutions. Elle est membre de la Coordination nationale Pas sans Nous et porteuse de l'une des 12 tables de quartier expérimentales mises en place en France suite au rapport Bacqué/Mechmache de 2013. La municipalité a décidé : 1/ de ne plus financer l'action dans le cadre du contrat de ville et 2/ de les expulser du local pourtant dédié à la concertation avec les habitants... Elle a mené une action « [quartiers debout](#) » le 20 mai 2016 place de l'hôtel de ville de Roubaix.

Collectif éducation 78 : les acteurs de l'éducation spécialisée ne baissent pas les bras

Face à la destruction de la Prévention Spécialisée par le Conseil Départemental des Yvelines, les acteurs de l'éducation spécialisée ne baissent pas les bras. Un collectif éducation 78 s'est constitué, à l'initiative de la LDH 78, pour construire la riposte collective et proposer des alternatives. Le CAC est partie prenante. Ce collectif a engagé une réflexion dans la durée autour de 4 axes : construction d'un argumentaire précis, analyse des choix budgétaires et des appels à projets et de leur dimension antidémocratique et idéologique, description des effets de la casse éducative dans les Yvelines pour les jeunes, les familles, les partenariats, en lien avec la disparition des équipes éducatives. Contribution aux propositions qui s'élaborent ailleurs pour une alternative aux appels à projets. LIRE le communiqué de juin « [Aide Sociale à l'enfance dans les Yvelines : Chaos et Mépris Le Conseil Départemental détruit la Prévention Spécialisée](#) ». Pour rejoindre ce collectif, contacter Bernard Champagne : bernard.champagne@aliceadsl.fr

Hauts de France : le conseil régional veut-il faire disparaître les assos environnementales ?

Une conférence de presse a été organisée par la MRSE (maison régionale de l'environnement et des solidarités) de Lille le 1er juillet 2016. En effet les associations environnementales sont malmenées par la nouvelle région : décisions et rencontres remises à plus tard, pas de réponse sur les demandes de financements à mi- année, propos inconstants... [Lire le communiqué ICI](#).

Dieulefit : Le collectif citoyen en danger !

Le Collectif Citoyen de Dieulefit a travaillé pendant 14 ans pour construire une association au service du bien commun et de la solidarité. Ses activités ont augmenté : informatique pour tous, aide aux devoirs, ateliers culturels aux HLM, jardins solidaires, débats citoyens... La mairie de Dieulefit et le Département ont malgré tout décidé de supprimer leurs

subventions, pourtant modestes, alors que les autres associations de Dieulefit voient leur aides augmentées, parce que les responsables ne plaisent pas ! Pourtant il s'agit d'argent public. Les subventions doivent rester un appui des puissances publiques pour le développement de projets importants pour la cité et surtout pour les plus fragiles d'entre nous. La pauvreté augmente, la solidarité diminue. Le clientélisme doit cesser. [Ici pour lire la suite et soutenir.](#)



Mobilisation contre la reconstruction de l'incinérateur d'Ivry sur des bases dépassées

Les élus du SYCTOM s'apprêtent à voter, dans l'indifférence générale, la deuxième tranche de la reconstruction de l'incinérateur d'Ivry, pour près de 500 millions d'euros. Une pétition est lancée pour demander aux élus de reconsidérer leur projet. En effet, celui-ci perpétue le choix d'une technologie polluante et dangereuse pour la santé, ignore les progrès récents (les ordures ménagères résiduelles ont diminué de 20% entre 2005 et 2015), ne respecte pas la Loi de Transition énergétique de 2015. Le Plan B'OM, scénario alternatif citoyen qui permettrait de se passer de l'incinérateur, propose des actions pour un coût 10 fois moindre avec 2 fois plus d'emplois ! Pour [signer la pétition, voir ICI.](#)

Des associations qui luttent contre les progrès de l'agriculture industrielle

Avec une « **ferme des 1 000 veaux** » dans la Creuse et une « **porcherie des 26 000 porcs** » en Bretagne, la pression s'accroît pour mettre en place une agriculture industrielle. En général, les préfets et les FDSEA sont favorables à ces projets, sans aucune étude réelle d'impact prenant en compte les fonctions sociales et territoriales de l'élevage familial. Seule la mobilisation des habitants et des associations est à même de créer le débat, et parfois d'obtenir des résultats. Dans la Creuse, à la demande de l'association LPEA, l'autorisation d'exploitation de la « ferme des mille veaux », à Saint-Martial-le-Vieux, a été suspendue par la justice. Le ministère de l'environnement doit désormais décider de faire appel ou non de la décision. A Landunvez (29), c'est l'association Avenir et environnement en pays d'Iroise qui a déposé un recours... et donc de soutenir ou pas ces symboles de l'agriculture industrielle. Pour en savoir plus, voir les articles : [Dans la creuse, la ferme des mille veaux sur la sellette](#) et [Landunvez \(29\) : l'extension de la porcherie aux 26 000 porcs attaquée en justice.](#)

Construire

150 organisations se mobilisent dans le collectif « Nous ne céderons pas ! »

Le collectif « [nous ne céderons pas !](#) », qui s'est constitué le 25 novembre 2015, comprend aujourd'hui 129 associations et 20 syndicats. Le CAC figure parmi les associations fondatrices. A l'initiative de la Ligue des Droits de l'Homme, il s'est réuni le 1^{er} septembre pour faire le point sur les atteintes aux droits, relayer les informations des mouvements, définir des angles d'attaque et des stratégies communes. De très nombreux problèmes ont été recensés (nombreux responsables syndicaux et associatifs en garde à vue et condamnés, chasse aux journalistes, réduction des libertés publiques, matraquage médiatique sur le sécuritaire pour faire oublier la situation et les atteintes aux droits, etc.). Des orientations ont été esquissées : ne pas cesser de s'exprimer, apporter un contre discours, travail pédagogique à organiser ensemble. « Face à la gravité des situations, oublions nos querelles ». 30 mouvements étaient présents à cette réunion de rentrée : LDH, Unef, CGT, FSU, CAC, Sciences citoyennes, Quadrature du net, Syndicat des journalistes, Mouvement de la paix, Amnesty France, Copernic, RESF, OIP (observatoire international des prisons)... Une autre réunion sera organisée dans les prochains jours. **On recherche une à deux personnes sur Paris disponible-s pour participer à la suite du mouvement.** Vous signaler à isabelle@associations-citoyennes.net

20^{ème} session de compagnonnage du Réseau REPAS

Le Réseau REPAS (réseau d'échanges de pratiques alternatives et solidaires) organise sa 20^e session de compagnonnage du 15 février au 23 juin 2017. Ouvert à des personnes qui souhaitent mûrir un projet ou simplement s'évaluer au contact de la réalité et de l'expérience d'autres qui ont fait le chemin avant eux, le compagnonnage est une sorte de "tour de France" dans les entreprises du réseau REPAS, destiné non à apprendre un métier mais à transmettre des valeurs au cœur du projet coopératif. Ce compagnonnage alternatif et solidaire est un apprentissage dans l'itinérance : c'est partir à l'aventure, à la rencontre et s'enrichir d'expériences et de travail dans un réseau. [Lien pour s'inscrire ICI.](#)

La journée de la transition citoyenne : samedi 24 septembre

La 3^e édition de la journée de la transition citoyenne se déroulera le 24/09/16 pour identifier sur les territoires les acteurs de la transition et les initiatives qu'ils proposent. Le CAC participera à cette journée avec la publication du premier répertoire/guide local de l'écologie au quotidien, pour le territoire de Plaine Commune. Pour participer à la mobilisation autour de cette journée, [voir ICI le site du collectif pour une transition citoyenne.](#)

Le festival des utopies concrètes : du 24 au 30 septembre

Depuis 2012, avec une interruption en 2015 pour raison de soutien à Alternatiba Paris, le **Festival des Utopies Concrètes** met en visibilité des alternatives de la région parisienne : alimentation, recyclage, agriculture et permaculture, énergie, transports, monnaies complémentaires, systèmes d'échanges alternatifs, etc. Le 24 septembre, une Zone des Utopies

Concrètes est organisée le long du Bassin de la Villette. La semaine suivante, chaque soir, en différents endroits de Paris, des soirées sont organisées sur différents thèmes : "Transition et Energie", "Zéro déchets", "Transition et Travail", "Transition et Vieillesse". [Voir ICI le programme complet](#).

Comprendre

« Fin » du TAFTA : la France ne convainc pas. La mobilisation se développe en Europe

Le gouvernement s'est exprimé récemment sur le possible, sinon probable abandon du TAFTA (accord de libre échange entre l'Union européenne et les Etats Unis). Les déclarations de M. Fekl marquent une potentielle victoire des mobilisations citoyennes partout en Europe, qui dénoncent depuis trois ans les dangers du traité. Elles sont cependant à prendre avec des pincettes car en juin le gouvernement avait donné mandat à la Commission pour conclure la négociation, et dans le même temps il soutient l'autre traité, le CETA (traité sur le commerce et l'investissement entre l'Union européenne et le Canada), bien plus avancé. Cela lui fournirait un moyen efficace de contournement pour obtenir des effets proches de ceux du TAFTA même si celui-ci n'aboutit pas : remise en cause du modèle social français et européen, contournement des protections environnementales et de santé publique, substitution d'arbitrages privés à la justice, privatisation de vastes secteurs relevant de l'action associative désintéressée. C'est pourquoi, malgré les déclarations rassurantes du gouvernement, **l'appel à se mobiliser pour dire non au CETA le 15 octobre prochain** garde toute son actualité. [Lire ICI](#).

100 000 Allemands se joignent à une plainte contre l'accord CETA,...

Un nombre record de plus de 100 000 personnes a décidé de se joindre à une plainte déposée auprès de la Cour constitutionnelle allemande pour s'opposer à l'accord de libre-échange entre le Canada et l'UE, le CETA, a indiqué l'ONG Campact. « Le recours constitutionnel 'Non à CETA' est d'ores et déjà la plus importante plainte citoyenne de l'histoire allemande ». [Voir ICI](#).



La loi « anticorruption Sapin II » détricotée par le Sénat

Le projet de loi anticorruption Sapin 2, déjà timide, a été détricoté par le Sénat les 4 et 5 juillet dernier. La définition de l'alerte a été restreinte au signalement « dans l'intérêt général, de manière désintéressée et de bonne foi, d'un crime, d'un délit ou d'une violation grave et manifeste de la loi ». Aucun des 60 pays qui prévoient un régime de protection des lanceurs d'alerte n'a de définition aussi restrictive. La justice négociée a été maintenue. Elle permet à des personnes morales d'acheter leur impunité pénale moyennant le paiement d'une somme d'argent et soustrait au regard public les débats judiciaires. [Anticor et Sherpa appellent](#) l'Assemblée nationale à établir une définition large et globale des lanceurs d'alerte et à rétablir un régime de sanctions pour les auteurs de mesures de rétorsion contre les lanceurs d'alerte.

Ceci au moment où Antoine Deltour a été condamné au Luxembourg et doit faire appel (voir l'excellent [reportage sur Arte](#)).

L'Afrique : les accords APE, c'est le développement de la misère

Initié par l'Union européenne en 2000, l'Accord de partenariat économique (APE) est censé favoriser le développement économique et réduire la pauvreté en Afrique de l'Ouest. Mais en contraignant cette dernière à supprimer la plupart de ses protections commerciales vis-à-vis des importations de produits européens, l'APE servirait avant tout les intérêts d'une poignée de multinationales européennes au détriment des populations les plus vulnérables d'Afrique de l'Ouest. [C'est ICI pour signer la pétition](#) de Peuples solidaires.

Grèce : la responsabilité du FMI mise à jour, mais tout continue comme avant

28 juillet, un nouveau rapport est venu critiquer le rôle pris par le FMI dans sa gestion de la crise grecque. Et il est sévère. Le [Bureau indépendant d'évaluation du FMI \(IEO\) a publié un long rapport sur le « FMI et les crises en Grèce, au Portugal et en Irlande »](#) qui dresse un constat : la direction du FMI (Dominique Strauss-Kahn puis Christine Lagarde) a agi sous la pression des intérêts de certains pays de la zone euro, contre ses propres intérêts et a court-circuité pour cela son propre conseil d'administration. Cette procédure a clairement conduit à des erreurs d'appréciations majeures de la situation, notamment en Grèce, avec des conséquences désastreuses analysées avec précision. Cependant, malgré ce rapport, tout continue comme avant, et la Grèce continue sa descente aux enfers. [Lire cette analyse pertinente et comprendre](#).

Agenda, livres et documents

Projection et débat « La Sociale (Vive la Sécu) » 11 septembre à 11h

Le film « La Sociale, Vive la sécu », de Gilles Perret, sera projeté en avant-première dimanche 11 septembre à 11h au Majestic Bastille. 70 ans après les ordonnances créant la sécurité sociale, le film rappelle que celle-ci n'est pas un dossier comptable mais un enjeu humain et politique. La projection sera suivie d'un débat « conquêtes sociales en riposte ? » Avec le réalisateur. [Précisions ICI](#).

Dimanche 25 septembre, Paris sans voiture

La deuxième édition de la Journée sans voiture à Paris s'annonce plus ambitieuse que la première. Le périmètre devrait être au moins 5 fois plus large et inclure tous les arrondissements. Le [collectif citoyen Paris sans voiture](#) organisera une grande parade manifestive et joyeuse qui sera l'occasion de se réapproprier la ville ouverte à notre créativité. Participation libre et gratuite à tout ce qui roule sans moteur : vélos, trottinettes, skates, rollers, brouettes, fauteuils roulants, chars...À 11 heures, 5 cortèges se formeront dans plusieurs quartiers de Paris. Ils se rejoindront pour une parade terminée par un pique-nique géant zéro-déchets place de l'Opéra - [voir précisions ICI](#).

« La sécurité est ailleurs », avec l'Appel des Appels, 30 septembre et 1er octobre

L'Appel des appels organise les vendredi 30 septembre à partir de 17 heures et samedi 1^{er} octobre de 8h30 à 12h, deux demi-journées d'échanges et de débats autour du thème « la sécurité est ailleurs » à la coupole Niemeyer, 2 place du colonel Fabien, 75019 Paris. Pour voir le [programme détaillé lire ICI](#). Pour s'inscrire, envoyer un mail à contact@appeldesappels.org

Une thèse à l'École des Mines sur les propositions de décroissance

François Briens, chercheur de l'École des mines, vient de publier sa thèse « [La Décroissance au prisme de la modélisation prospective : Exploration macroéconomique d'une alternative paradigmatique](#) » portant sur des scénarios de transitions souhaitables et soutenables à long terme (2060), notamment en termes d'évolution des institutions, des modes de vie et de consommation, pour la France. Les résultats soulignent l'importance cruciale des facteurs culturels, comportementaux et non purement « *techniques* » (ex. : normes sociales, valeurs, organisation collective, modes de cohabitation, nature des consommations, localisation des productions...), souvent négligés ou écartés dans les politiques publiques, au profit de « *solutions* » technologiques, qui conduisent souvent à transformer les problèmes — ou à les reporter à plus tard — plutôt qu'à les résoudre (mais qui offrent certes de plus grandes opportunités de profit au secteur privé, et menacent moins de remettre en question les modes de vie, l'ordre social et les rapports de force). De ce point de vue, **bon nombre des propositions portées par le mouvement de la décroissance se révèlent tout à fait pertinentes.** [Voir l'article de Reporterre ICI](#).